William Desmonts, *Alternatives économiques*, 18 mai 2021

Pourquoi la crise du Covid-19 est plus grave que les précédentes

alternatives-economiques.fr/crise-covid-19-plus-grave-precedentes/00099069

A Kolkata, en Inde, une malade du Covid-19 est amenée en charrette à l'hôpital, le 13 mai 2021.
PHOTO : © Avishek Das / SOPA Images/ZUMA/REA
?

L'impact économique de la pandémie est encore devant nous et risque de creuser de façon très inquiétante le fossé entre pays riches et pays en développement.

On n'a pas encore véritablement pris la mesure de la spécificité de la crise induite par l'épidémie de Covid-19 vis-à-vis des crises économiques antérieures, et notamment des dernières en date, celles de 2000-2001 et de 2008-2009.

Dans les deux cas, ces crises nées dans la sphère financière avaient affecté plus gravement les pays les plus développés, où la finance joue un rôle beaucoup plus important, que les pays en développement et émergents. Favorisant ainsi un certain rattrapage et une réduction des inégalités entre pays à l'échelle mondiale.

Avec la crise enclenchée par l'épidémie de Covid-19 c'est l'inverse qui se produit. Les pays du Sud ont à la fois des systèmes sociaux et des systèmes de santé beaucoup moins développés que les pays les plus riches. Ils ont aussi un accès beaucoup plus difficile et lent à la vaccination. Enfin, ils disposent de marges de manœuvre budgétaires et monétaires beaucoup plus limitées pour soutenir les revenus des ménages et l'activité économique.

L'écart entre pays va se creuser

Autrement dit, la crise actuelle va, selon toutes probabilités, creuser de nouveau les inégalités mondiales et faire régresser nombre de pays émergents ou en développement. C'est un changement de paradigme majeur. Et il ne va pas dans le bon sens. Une telle tendance, si elle perdure, risque en effet d'avoir de lourdes conséquences géopolitiques en aggravant les tensions internationales et probablement les migrations…

C'est en tout cas la tendance inquiétante que met en évidence le Fonds monétaire international (FMI) dans son dernier World Economic Outlook, pourtant publié avant que n'intervienne la reprise spectaculaire de l'épidémie en Inde, qui va encore beaucoup accentuer ce phénomène.

Le FMI souligne tout d'abord le fossé formidable qu'on constate en matière de vaccination. Ce qui implique malheureusement que les écarts constatés en matière de reprise économique risquent de se prolonger et de s'aggraver.

Sur le plan économique, en 2022, les pays développés auront perdu moins de 1 % de leur produit intérieur brut (PIB) par habitant par rapport à ce qui était prévu début 2020, avant la crise, contre plus de 6 % pour les pays émergents et les pays les plus pauvres, selon les prévisions du FMI. A terme, en 2024, l'Asie hors Chine devrait être la plus touchée par la crise actuelle, suivie par l'Amérique latine et l'Afrique subsaharienne.

Les pays pauvres et émergents, grands perdants de la crise

Révision des prévisions de la croissance du PIB par tête depuis 2019 entre les prévisions du FMI de Janvier 2020 et d'Avril 2021 en %

L'Asie (hors Chine), l'Amérique latine et l'Afrique subsaharienne principales victimes de la pandémie

Révisions du PIB projeté en 2024 entre les prévisions du FMI en janvier 2020 et celles de janvier 2021 en %

S'il en est ainsi c'est aussi, au-delà des inégalités en matière de système de santé et de vaccination, parce que les Etats ont des accès très inégaux au financement. Tous les pays ont vu leurs recettes fondre en 2020, mais cela n'a pas empêché les pays développés d'accroître leurs dépenses de 6 %. Les pays émergents ont aussi accru les leurs, mais de 1 % seulement, tandis que les pays les plus pauvres ont dû, eux, les abaisser.

Seuls les pays avancés ont pu soutenir les revenus de leurs habitants

Evolution des recettes et des dépenses publiques entre 2020 et 2019 en % du PIB 2019

Tous les types de pays, des plus riches aux plus pauvres, dépensent aujourd'hui de l'ordre de 2 % de leur PIB en moyenne pour payer les intérêts de leur dette. Mais celle des pays développés a bondi de 20 points de PIB depuis 2019 à 120 % de leur PIB, tandis que celle des pays émergents n'a augmenté que de 10 points de PIB à 65 % de leur PIB et celle des pays pauvres de 5 points seulement à 50 % de leur PIB.

Autrement dit, du fait notamment des écarts entre les taux d'intérêt auxquels ils peuvent s'endetter, les pays les plus pauvres ne peuvent donc tout simplement pas se permettre de soutenir leurs économies comme les pays les plus développés comme la France peuvent le faire. Pour ne rien arranger, ils ont été aussi amenés à fermer beaucoup plus durablement leurs écoles, handicapant ainsi leur capacité à préparer leur avenir à moyen terme.

La capacité des pays développés à compenser ces inégalités croissantes au cours des mois qui viennent, tant sur le terrain des systèmes de santé et des vaccins que sur celui de l'action publique, sera déterminante pour l'avenir de la planète.